Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 6 avril 2004
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir,** février 2004 2
  Un important rebondissement dans les projets de construction non résidentielle a fait contrepoids à la deuxième diminution mensuelle consécutive dans le secteur de l'habitation au Canada en février. Ainsi, la valeur globale des permis de construction a crû de 1,6 % pour atteindre 4,4 milliards de dollars.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Finances publiques locales : actif et passif, au 31 décembre 2001 7

Finances publiques consolidées : actif et passif, au 31 mars 2002 7

NOUVEAUX PRODUITS 10

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

Février 2004

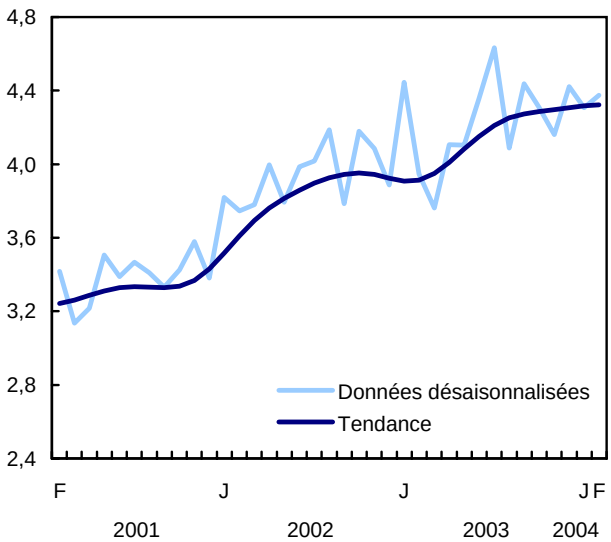
En février, les intentions de construction dans le secteur de l'habitation au Canada ont diminué pour le deuxième mois consécutif. Toutefois, cette chute a été compensée par un important rebondissement dans les projets de construction non résidentielle.

Ainsi, la valeur globale des permis de construction a crû de 1,6 % par rapport à janvier pour atteindre 4,4 milliards de dollars.

Les constructeurs ont pris pour 2,79 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, en baisse de 4,8 %, soit le deuxième repli mensuel consécutif depuis le sommet de 2,95 milliards de dollars atteint en décembre. Les intentions de construction ont diminué à la fois dans la composante unifamiliale et dans la composante multifamiliale. Malgré ce recul, la valeur des projets de construction résidentielle est demeurée supérieure de 4,7 % au niveau mensuel moyen enregistré en 2003, qui a été une année record.

La valeur totale des permis a augmenté légèrement

En milliards de dollars



Dans le secteur non résidentiel, la progression dans chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle) a fait bondir de 15,1 % de la valeur des permis, qui a atteint 1,6 milliard de dollars. Il s'agit de son plus haut niveau en sept mois.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Depuis le début de l'année, la valeur totale des permis de construction s'est élevée à 8,7 milliards de dollars, soit 3,4 % de plus qu'en janvier et en février 2003, en raison de la demande soutenue de nouveaux logements. Les constructeurs ont pris pour 5,7 milliards de dollars de permis de construction résidentielle lors des deux premiers mois de 2004, en hausse de 12,4 %. Toutefois, la valeur des permis dans le secteur non résidentiel a reculé de 10,3 % pour se fixer à 3,0 milliards de dollars.

À l'échelon régional, les départs les plus fulgurants ont été enregistrés dans les régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Vancouver. Dans les deux régions, la vigueur combinée des secteurs résidentiel et non résidentiel explique cet excellent résultat.

Baisse de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux

Les intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux ont toutes les deux diminué en février.

Les municipalités ont délivré pour 885 millions de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux, soit 9,1 % de moins que le sommet de 974 millions de dollars atteint en janvier. On a autorisé la construction d'environ 8 600 nouveaux logements multifamiliaux, en baisse de 8,0 %.

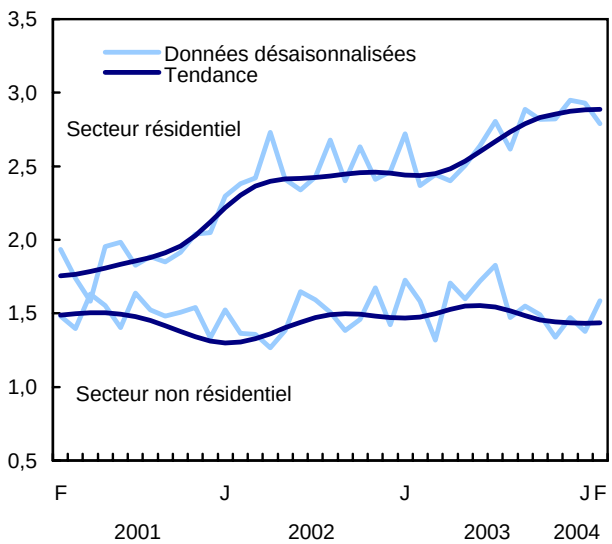
La valeur des permis pour les logements unifamiliaux a fléchi de 2,6 % et s'est fixée à 1,9 milliard de dollars. Il s'agit du deuxième repli mensuel consécutif. Les municipalités ont autorisé la construction de 10 100 nouveaux logements unifamiliaux en février, en baisse de 4,0 %.

Malgré les replis observés au cours des deux derniers mois, des facteurs économiques sous-jacents indiquent que le secteur résidentiel devrait être vigoureux au cours des mois à venir. Les taux hypothécaires demeurent avantageux, l'accessibilité à la propriété demeure très positive et la confiance des consommateurs était toujours élevée au début de 2004.

À l'échelon provincial, la plus importante diminution de la valeur des permis de construction résidentielle a été observée au Québec, où elle a reculé de 14,5 % après avoir atteint un sommet en janvier. La Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick ont également affiché des replis considérables après avoir atteint des sommets en janvier. L'Alberta a enregistré le gain le plus important.

La valeur des permis non résidentiels a bondi

En milliards de dollars



Depuis le début de l'année, les constructeurs ont pris pour 1,9 milliard de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en deux mois, en hausse de 26,2 % par rapport au total de janvier et de février 2003. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 6,8 % pour atteindre 3,9 milliards de dollars.

En deux mois cette année, les municipalités ont déjà autorisé la construction de 38 600 nouveaux logements, soit 7,0 % de plus que durant la même période en 2003.

Important rebondissement dans les trois composantes non résidentielles

Les trois composantes non résidentielles ont affiché un rebondissement en février, ce qui a effacé les replis observés en janvier. La valeur de 1,6 milliard de dollars des permis constitue la plus importante valeur mensuelle depuis juillet 2003, où le total avait atteint 1,8 milliard de dollars.

La valeur des permis du secteur commercial a augmenté de 5,0 % pour atteindre 882 millions de dollars, après avoir connu une baisse de 3,8 % en janvier. Cette croissance a porté les intentions de construction commerciale à leur plus haut niveau depuis janvier 2003. L'Ontario a affiché les plus importants gains en dollars, suivie de l'Alberta. Le secteur commercial a été vigoureux, les consommateurs ayant continué de soutenir l'économie pour une troisième année consécutive en 2003, selon les comptes économiques canadiens. Cette frénésie d'achats s'est poursuivie cette année, les ventes au détail (à l'exclusion des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs) ayant atteint un nouveau sommet en janvier.

Les intentions d'investissement dans le secteur institutionnel ont augmenté de 41,9 % pour s'établir à 451 millions de dollars, faisant suite à quatre replis mensuels consécutifs. Malgré tout, le secteur est demeuré inférieur de 7,7 % à sa moyenne mensuelle de 2003. La croissance s'est concentrée en Ontario et au Québec, où les projets d'établissements d'enseignement et à vocation médicale ont dominé. La Nouvelle-Écosse a été la seule autre province où la valeur des permis de construction institutionnelle a augmenté.

La valeur des permis de construction industrielle a fait un bond de 15,2 % pour atteindre 254 millions de dollars. Il s'agit d'un niveau tout de même inférieur de 15,7 % à la moyenne mensuelle de 2003. Les résultats récents et futurs pourraient subir l'influence de la récente faiblesse des exportations de marchandises canadiennes. Les dernières statistiques sur le commerce de marchandises montrent que les ventes à l'exportation ont connu une baisse généralisée en janvier, soit une septième régression au cours des dix derniers mois. De plus, les expéditions des fabricants ont chuté lors de trois des quatre derniers mois.

Le centre du Canada s'est révélé très dynamique en février, les plus importantes hausses mensuelles de la valeur dans le secteur non résidentiel étant survenues au Québec, suivi de près par l'Ontario.

Malgré ces augmentations mensuelles, la valeur des permis émis lors des deux premiers mois de 2004 a chuté tout juste sous la barre des 3 milliards de dollars, soit 10,3 % de moins qu'à la même période en 2003. La vigueur continue des intentions de construction commerciale a été effacée par des replis dans les deux autres composantes.

Depuis le début de l'année, la moitié des provinces ont affiché des gains par rapport à 2003, le Québec

ayant enregistré la plus importante croissance. Les municipalités du Québec ont approuvé pour 697 millions de dollars de projets de construction d'immeubles non résidentiels lors des deux premiers mois de 2004, soit 38,6 % de plus qu'au cours de la même période en 2003.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de février 2004 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 $ / 156 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits.*

Le communiqué sur les permis de bâtir de mars 2004 sera diffusé le 6 mai.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Janvier 2004[r]	Février 2004[p]	Janvier à février 2004	Janvier à février 2003	Janvier à février 2004	Janvier-février 2003 à janvier-février 2004
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	4 306,7	4 375,4	1,6	8 393,7	8 682,1	3,4
Résidentiel	2 928,4	2 788,5	-4,8	5 086,8	5 716,9	12,4
Non résidentiel	1 378,2	1 586,9	15,1	3 306,9	2 965,1	-10,3
Terre-Neuve-et-Labrador	39,6	41,1	3,8	58,9	80,8	37,1
Résidentiel	29,7	35,2	18,2	40,0	64,9	62,1
Non résidentiel	9,9	6,0	-39,7	18,9	15,9	-15,9
Île-du-Prince-Édouard	14,0	11,6	-17,6	15,3	25,6	67,8
Résidentiel	8,9	10,6	18,1	13,0	19,5	49,6
Non résidentiel	5,1	1,0	-80,2	2,2	6,1	174,1
Nouvelle-Écosse	78,2	68,1	-12,8	131,9	146,3	10,9
Résidentiel	43,5	44,3	1,9	100,2	87,8	-12,3
Non résidentiel	34,7	23,8	-31,3	31,7	58,5	84,5
Nouveau-Brunswick	60,4	42,6	-29,4	82,2	103,0	25,3
Résidentiel	54,4	34,8	-36,0	57,9	89,2	54,1
Non résidentiel	6,0	7,8	31,0	24,3	13,8	-43,2
Québec	1 013,9	1 033,5	1,9	1 556,7	2 047,4	31,5
Résidentiel	728,1	622,3	-14,5	1 053,8	1 350,4	28,1
Non résidentiel	285,8	411,2	43,9	502,9	697,0	38,6
Ontario	1 793,8	1 899,4	5,9	4 215,7	3 693,2	-12,4
Résidentiel	1 143,2	1 134,3	-0,8	2 315,9	2 277,4	-1,7
Non résidentiel	650,6	765,2	17,6	1 899,8	1 415,8	-25,5
Manitoba	71,5	85,6	19,8	140,0	157,1	12,2
Résidentiel	48,5	48,3	-0,5	84,4	96,9	14,8
Non résidentiel	22,9	37,3	62,7	55,6	60,2	8,3
Saskatchewan	47,7	50,2	5,3	140,2	97,9	-30,2
Résidentiel	28,1	29,8	6,1	65,5	58,0	-11,5
Non résidentiel	19,5	20,4	4,2	74,7	39,9	-46,6
Alberta	457,6	510,8	11,6	1 116,5	968,4	-13,3
Résidentiel	323,8	347,6	7,4	725,2	671,4	-7,4
Non résidentiel	133,8	163,2	21,9	391,3	297,0	-24,1
Colombie-Britannique	724,6	620,2	-14,4	929,9	1 344,8	44,6
Résidentiel	516,1	478,1	-7,4	626,9	994,2	58,6
Non résidentiel	208,4	142,1	-31,8	303,0	350,6	15,7
Yukon	2,3	0,7	-71,1	2,6	3,0	14,4
Résidentiel	1,9	0,6	-67,7	1,6	2,5	55,2
Non résidentiel	0,5	0,1	-85,1	1,0	0,5	-48,6
Territoires du Nord-Ouest	3,1	10,0	224,6	3,9	13,1	237,9
Résidentiel	2,1	2,1	0,7	2,4	4,2	79,2
Non résidentiel	1,0	7,9	703,1	1,5	8,9	483,6
Nunavut	0,0	1,5	4 796,7	0,0	1,5	...
Résidentiel	0,0	0,5	...	0,0	0,5	...
Non résidentiel	0,0	0,9	2 983,3	0,0	1,0	...

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
... *N'ayant pas lieu de figurer.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement *

	Janvier 2004[r]	Février 2004[p]	Janvier à février 2004	Janvier à février 2003	Janvier à février 2004	Janvier-février 2003 à janvier-février 2004
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	30,2	24,9	-17,5	41,7	55,1	32,1
Halifax	34,2	31,5	-8,1	75,5	65,7	-13,0
Saint John	8,7	7,4	-14,5	16,1	16,1	-0,1
Saguenay	4,4	5,8	29,7	12,2	10,2	-16,1
Québec	87,4	134,9	54,3	159,4	222,3	39,5
Sherbrooke	14,8	14,6	-1,6	29,6	29,5	-0,6
Trois-Rivières	8,4	9,1	7,9	20,5	17,5	-14,6
Montréal	595,4	576,7	-3,1	820,0	1 172,0	42,9
Ottawa–Gatineau (Ontario et Québec)	117,4	256,0	118,1	312,7	373,4	19,4
Ottawa–Gatineau (partie du Québec)	36,8	34,5	-6,1	71,1	71,3	0,3
Ottawa–Gatineau (partie de l'Ontario)	80,6	221,4	174,7	241,6	302,1	25,0
Kingston	13,6	10,6	-22,3	33,4	24,1	-27,7
Oshawa	39,7	61,1	53,9	196,7	100,9	-48,7
Toronto	1 038,9	797,0	-23,3	2 165,5	1 835,9	-15,2
Hamilton	52,3	83,0	58,9	294,7	135,3	-54,1
St. Catharines–Niagara	49,8	43,0	-13,6	97,7	92,8	-5,0
Kitchener	73,9	123,3	66,9	172,7	197,2	14,2
London	90,4	84,6	-6,3	102,8	175,0	70,2
Windsor	37,5	54,4	45,1	119,6	91,9	-23,2
Greater Sudbury	1,3	3,3	156,4	7,1	4,5	-36,0
Thunder Bay	4,6	7,7	69,9	11,3	12,3	9,2
Winnipeg	48,6	50,3	3,5	91,4	98,9	8,2
Regina	21,0	14,1	-33,1	37,6	35,1	-6,7
Saskatoon	15,2	16,0	4,8	62,0	31,2	-49,7
Calgary	155,8	243,7	56,4	538,6	399,5	-25,8
Edmonton	160,7	115,7	-28,0	268,8	276,4	2,8
Abbotsford	9,1	15,5	71,0	28,0	24,6	-12,0
Vancouver	486,3	327,8	-32,6	509,6	814,2	59,8
Victoria	34,0	52,5	54,5	97,0	86,5	-10,8

* *Il est possible de consulter en ligne les définitions des régions métropolitaines de recensement.*
[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Finances publiques locales : actif et passif

Au 31 décembre 2001

La dette nette, définie comme l'excédent du passif sur l'actif financier des administrations publiques locales, s'est chiffrée à 12,2 milliards de dollars au 31 décembre 2001, en hausse de 2,2 milliards de dollars, ou de 21,9 %, par rapport à celle du 31 décembre 2000. L'actif financier s'est établi à 50,5 milliards de dollars et le total du passif, à 62,7 milliards de dollars.

Les administrations publiques locales au Québec avaient la dette nette par habitant la plus élevée parmi les provinces, soit 2 129 $ au 31 décembre 2001, suivies de celles de Terre-Neuve-et-Labrador (1 394 $) et du Nouveau-Brunswick (473 $). L'Ontario, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon et le Nunavut ont déclaré, pour leur part, un surplus.

Excédent de l'actif financier sur le passif

	Excédent de l'actif financier sur le passif			Par habitant		
	en millions de dollars			en dollars		
	1991	1996	2001	1991	1996	2001
Terre-Neuve-et-Labrador	-634	-675	-729	-1 093	-1 221	-1 394
Île-du-Prince-Édouard	-97	-38	-45	-740	-279	-331
Nouvelle-Écosse	-434	-275	-357	-473	-295	-383
Nouveau-Brunswick	-332	-356	-355	-444	-473	-473
Québec	-13 999	-14 936	-15 719	-1 973	-2 055	-2 129
Ontario	-1 046	-1 531	2 459	-99	-137	208
Manitoba	-751	-828	-437	-676	-729	-380
Saskatchewan	334	561	734	333	551	733
Alberta	-2 881	-648	1 194	-1 099	-230	393
Colombie-Britannique	-2 181	-2 248	1 074	-633	-572	264
Yukon	2	20	16	-3	625	533
Territoires du Nord-Ouest	-31	-16	-3	10	-235	-73
Nunavut	...	...	10	...	...	357
Total	**-22 050**	**-20 970**	**-12 158**	**-710**	**-811**	**-322**

... N'ayant pas lieu de figurer.

Ces statistiques, présentées selon le Système de gestion financière de Statistique Canada, sont basées sur les données publiées dans les rapports annuels des municipalités et des commissions scolaires ainsi que certains rapports des administrations publiques provinciales et territoriales en date du 31 décembre 2001.

Nota : Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites. Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Autrement dit, les statistiques basées sur le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques. Il est possible d'obtenir un tableau de rapprochement des deux présentations.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0014 et 385-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1702, 1709 et 1723.

Des données sont fournies sous forme de tableaux spéciaux et sur mesure. Pour plus de renseignements sur les produits et services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 (*joanne.rice@statcan.ca*).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-1836 ou avec Andy Gareau au (613) 951-1826, Division des institutions publiques. ■

Finances publiques consolidées : actif et passif

Au 31 mars 2002

La dette nette consolidée, définie comme l'excédent du passif sur l'actif financier des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, a atteint 796,3 milliards de dollars au 31 mars 2002, en baisse de 0,8 milliard de dollars, ou de 0,1 %, par rapport à celle enregistrée au 31 mars 2001. La dette nette de l'administration publique fédérale a baissé de 10,6 milliards de dollars, alors que celle des administrations publiques provinciales et territoriales a augmenté de 9,8 milliards de dollars.

La dette nette consolidée de ces administrations publiques a diminué comparativement au produit intérieur brut (PIB), étant passée de 71,5 % en 2001 à 71,0 % en 2002. La dette nette par habitant s'est établie à 25 476 $ contre 25 785 $ en 2001.

Pour 2002, la consolidation de la dette nette des administrations publiques provinciales, territoriales et locales a révélé que Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la dette nette par habitant la plus élevée (18 867 $), suivie du Québec (14 458 $) et de la Nouvelle-Écosse (12 466 $). L'Alberta, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pour leur part enregistré aucune dette nette.

Nota : Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites. Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Autrement dit, les statistiques basées sur le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques. Il est possible d'obtenir un tableau de rapprochement des deux présentations.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0014 et 385-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1702, 1709 et 1723.

Des données sont fournies sous forme de tableaux spéciaux et sur mesure. Pour plus de renseignements sur les produits et services de la Division des institutions publiques, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 (*joanne.rice@statcan.ca*).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-1836 ou avec Andy Gareau au (613) 951-1826, Division des institutions publiques.

Dette nette consolidée des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales
Au 31 mars 2002

	Dette nette consolidée	Dette nette par habitant	Population au 1er avril
	en millions de dollars	en dollars	en milliers
Terre-Neuve-et-Labrador	9 811	18 867	520
Île-du-Prince-Édouard	1 127	8 226	137
Nouvelle-Écosse	11 643	12 466	934
Nouveau-Brunswick	6 353	8 482	749
Québec	107 436	14 458	7 431
Ontario	101 051	8 399	12 032
Manitoba	10 406	9 025	1 153
Saskatchewan	898	8 934	996
Alberta	-10 312	-3 328	3 099
Colombie-Britannique	15 480	3 770	4 106
Yukon	-288	-9 600	30
Territoires du Nord-Ouest	-280	-6 829	41
Nunavut	264	9 429	28

Dette nette consolidée des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales
Au 31 mars

	Dette nette consolidée	Dette nette en % du PIB	Dette nette par habitant	PIB au premier trimestre	Population au 1er avril
	en millions de dollars	%	en dollars	en millions de dollars	en milliers
1990	494 510	73,1	17 935	676 764	27 573
1991	532 636	78,5	19 066	678 172	27 936
1992	593 797	85,7	21 008	692 940	28 265
1993	667 196	93,3	23 331	714 776	28 597
1994	739 122	98,5	25 571	750 696	28 905
1995	797 582	99,5	27 304	801 904	29 211
1996	836 993	102,1	28 358	819 976	29 515
1997	851 118	98,1	28 543	867 828	29 819
1998	847 318	93,4	28 167	906 904	30 082
1999	848 660	89,4	27 993	949 136	30 317
2000	832 687	79,9	27 215	1 041 764	30 597
2001	797 084	71,5	25 785	1 114 128	30 913
2002	796 279	71,0	25 476	1 122 208	31 256

■

NOUVEAUX PRODUITS

Infomat, revue hebdomadaire, 6 avril 2004
Numéro au catalogue : 11-002-XIF (100 $).

Série de documents techniques sur les comptes et la statistique de l'environnement : Mesure de l'emploi dans l'industrie de l'environnement, 1998 et 2000, n° 1
Numéro au catalogue : 16-001-MIF2004001 (gratuit).

Statistiques des affrètements aériens, 2002
Numéro au catalogue : 51-207-XIB (33 $).

Indices des prix de l'industrie, février 2004, vol. 30, n° 2
Numéro au catalogue : 62-011-XIF (19 $/175 $).

Indices des prix de l'industrie, février 2004, vol. 30, n° 02
Numéro au catalogue : 62-011-XPF (24 $/233 $).

Permis de bâtir, février 2004, vol. 48, n° 2
Numéro au catalogue : 64-001-XIF (15 $/156 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

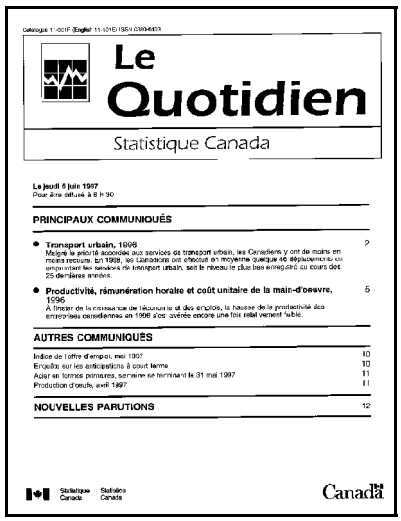
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.